



Comptes nationaux financiers du Cameroun : Note de synthèse

1. Contexte et justification

Que signifient les comptes nationaux financiers ?

Les comptes nationaux financiers décrivent comment les agents économiques (sociétés, administrations publiques, ménages, reste du monde) ont satisfait leur besoin de financement (emprunteurs nets) pour réaliser leurs investissements en capital productif (machines, équipements, constructions, etc.). En outre, ils indiquent comment ceux disposant d'une capacité de financement (prêteurs nets) ont placé leurs ressources financières excédentaires (investissement financier), selon les types d'instruments financiers utilisés, notamment : monnaie, dépôts à vue, autres dépôts, titres de créances à court et à long terme, prêts et actions.

2. Publication de la première édition

Dans le cadre des travaux de rénovation de son dispositif de production des comptes nationaux, dont la base est passée de l'année 2005 à l'année 2016, l'Institut National de la Statistique (INS) a entrepris d'étendre la séquence des comptes du SCN qu'il publie au compte des opérations financières. La présente publication consacre la première édition des comptes financiers du Cameroun et porte sur les années 2016 et 2017.

Quelles sont les sources utilisées pour la confection des comptes nationaux financiers ?

Les données utilisées pour la confection des comptes nationaux financiers sont généralement d'origine comptable ; provenant de :

Quelle est l'utilité des comptes financiers ?

Les comptes financiers font partie intégrante du *Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008)*. Ils fournissent une description de la sphère financière de l'économie, en complément de l'ensemble de données des comptes nationaux se rattachant à la sphère non financière ou réelle de l'économie (production, revenus, consommation, épargne, investissement, etc.). Ils contribuent à une meilleure analyse de l'activité d'intermédiation financière des institutions financières (système bancaire, compagnies d'assurance, autres sociétés financières) ; autrement dit, la canalisation des ressources financières des secteurs en capacité de financement vers les secteurs en besoin de financement.

- La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) qui élabore les statistiques monétaires. C'est la principale source d'information pour les comptes nationaux financiers et couvre la Banque centrale et les autres institutions de dépôts (banques créatrices de monnaie) ;
- La Direction Générale des Impôts (DGI) au Ministère des Finances, pour les déclarations statistiques et fiscales des sociétés non financières, des sociétés d'assurance et des auxiliaires financiers ;
- La Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM) au Ministère des Finances pour le secteur des administrations publiques. Il s'agit de la balance des comptes du Trésor (BCT) de

¹ Pour plus de détails, se référer au document « Méthodologie d'élaboration des comptes financiers - base 2016 ».

l'Etat-central, et les comptes budgétaires pour les autres démembrements de l'Etat (établissements publics et collectivités territoriales décentralisées) ;

- La Division de la Prévision (DP) au Ministère des Finances qui élabore la balance des paiements et couvre les relations avec le reste du Monde ;

3. Principaux résultats en 2016 et 2017²

... un déficit de financement en amélioration de 63 milliards

L'économie nationale a enregistré globalement un déficit de financement qui se chiffre à 641 milliards de FCFA en 2016 et à 578 milliards en 2017, en amélioration de 63 milliards. Ce déficit global de financement est comblé en grande partie par le reste du monde.

Graphique : Solde global de financement par secteur



Sur le plan interne, les secteurs emprunteurs nets qui ont contribué au déficit global sont : les sociétés non financières (-794 milliards en 2016 et -838 milliards en 2017) et les administrations publiques (-329 milliards en 2016 et -181 milliards en 2017).

... les ménages se placent de loin en tête des prêteurs nets

Les secteurs prêteurs nets sont : les ménages (380 milliards en 2016 et 306 milliards en 2017), les sociétés financières (65 milliards en 2016 et 84 milliards en 2017), et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (37 milliards en 2016 et 51 milliards en 2017).

- La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) pour le sous-secteur sécurité sociale des administrations publiques.

... le déficit financier des sociétés non financières se creuse de 44 milliards

Le déficit de financement des sociétés non financières est la résultante de l'augmentation de leurs placements financiers nets (+334 milliards en 2016 et +492 milliards en 2017), moins importante que l'accroissement de leurs engagements nets (+1 138 milliards en 2016 et +1 330 milliards en 2017).

... le déficit de financement des administrations publiques se réduit de 148 milliards

Le déficit de financement des administrations publiques des deux années résulte de la diminution de leurs placements nets (-17 milliards) et de l'accroissement de leurs engagements nets (+312 milliards) en 2016 ; et de l'augmentation de leurs placements nets (+709 milliards) moins importante que l'accroissement net de leurs dettes (+890 milliards) en 2017.

... les sociétés financières augmentent de 868 milliards le niveau de leurs placements nets grâce à l'amélioration substantielle des avoirs extérieurs de la BEAC

Les placements nets des sociétés financières passent de 68 milliards en 2016 à 936 milliards en 2017, en lien avec l'amélioration des avoirs de la banque centrale à l'extérieur. Leurs engagements nets passent de 3 milliards en 2016 à 853 milliards en 2017, en lien avec une forte augmentation des dépôts des administrations publiques auprès du système bancaire.

² Pour plus de détails, se référer au document « Les Comptes financiers du Cameroun 2016-2017 ».

...les ménages améliorent leur excédent de financement grâce à un plus grand investissement dans les actions

L'excédent de financement des ménages résulte en 2016 de l'augmentation de leurs placements financiers nets (+763 milliards) plus importante que l'accroissement net de leurs engagements (+383 milliards), et en 2017 de l'augmentation de leurs placements financiers nets (+198 milliards) et de la baisse de leurs engagements nets (-108

milliards). Cet excédent financier des ménages a été principalement investi dans les actions à plus de 127 milliards en 2017 et 22 milliards en 2016.

...les ISBLSM améliorent leur excédent financier de 14 milliards

Les placements financiers nets des ISBLSM sont passés de 48 milliards en 2016 à 46 milliards en 2017, et leurs engagements nets de 11 milliards en 2016 à -5 milliards en 2017.

Conclusion et perspectives

...les principaux indicateurs indiquent une économie nationale structurellement en situation de besoins de financement

Le déficit financier de l'économie nationale est exclusivement exprimé par les sociétés non financières et les administrations publiques.

Cependant, les ménages, les sociétés financières et les ISBLSM ont enregistré des excédents financiers qui ont atténué le montant de financement attendu du reste du monde.

En perspectives, la publication des résultats des comptes financiers des années 2018 à 2020 est prévue avant la fin de l'année 2023.

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 222 22 04 45

Fax : (237) 222 23 24 37

Site web : <https://ins-cameroun.cm>

Email : infos@ins-cameroun.cm

Une Publication du Département des Synthèses Économiques

© INS, Mars 2023